

Météo politique : octobre nuageux et orages en prévision

Le vertige du vide politique. Le péril annoncé d'une grave vacuité institutionnelle. Rarement par le passé, la voix officielle ne s'est faite aussi rare lors de la rentrée sociale. Pis, elle se tait peureusement ces jours-ci au moment où, justement, les impatiences dans la société se font plus expressives, elles, et même bruyantes.

Pas un seul pompier de l'Etat ne veille à son poste afin de rassurer au nom de la puissance publique. Etrange Etat frappé de torpeur et qui laisse enfler, sans réagir, la critique jusqu'à montrer des signes de démission. Une incompréhensible posture défensive mais inquiétante d'abord pour le chef de l'Etat.

Lui, qui est retenu par ses nécessaires et utiles pérégrinations protocolaires, comment serait-il satisfait du manque de réactivité de son entourage ? Et quand bien même il ne lui reprocherait pas son frileux absentéisme de la scène publique, il l'accablerait au moins de la maladresse dans la communication.

Un Premier ministre dont la loquacité légendaire fait étonnamment défaut et quelques rares ministres qui s'agitent d'une manière inaudible, cela devrait l'inviter à être plus attentif au thermomètre du pays. Car c'est déjà un euphémisme que de parler de dérobade collective dans les instances du gouvernement. Face à la contestation, fortement soutenue, des ensei-

gnants dénonçant une année scolaire catastrophique, l'on continue à faire le dos rond en évitant le moindre arbitrage. Devant l'exigence du patronat d'avoir de meilleures clarifications sur l'application de la LFC, le ministre des Finances se contente de réagir par des notes dérogoires. Et enfin en prévision d'une hypothétique tripartie, aucun partenaire ne sait encore dans quelle fourchette va-t-on négocier le relèvement du salaire minimum légal.

Tout cela ne signe-t-il pas expressément l'impasse actuelle justifiant le mutisme ambiant ? Un cul-de-sac qui, certes, plombe les rouages de l'Etat mais à travers lequel on ne peut pas tout expliquer. En clair, l'embourbement global du pays tient à plusieurs causes dont celle-ci en est seulement une. La déliquescence chronique de l'Etat, dont le diagnostic est sévèrement affiné par les spécialistes, ne peut pas être réduite à la mauvaise qualité des commis.

D'autres paramètres plus déterminants ont en accéléré le processus. Leur aspect idéologique notamment ne rappelle-t-il pas un certain contexte du passé qui a débouché sur une cassure violente que l'on avait cru qu'elle constituait la première rupture épistémologique avec les présupposés hérités de l'ère primaire de la décolonisation ?

C'est forcément à Octobre 88 qu'il est fait réf-

rence. Bien que ce tournant, à ce jour contradictoirement analysé, demeure en attente d'une mise en perspective historique, aucune volonté politique ou appareil partisan ne peut en ignorer son influence sur la totalité des mœurs de nos pouvoirs.

A l'origine de la première grande mutation du pays, cet événement, dont on espérait qu'il serait refondateur de la République, est sciemment évacué du discours officiel actuel. Et quand parfois il l'est, c'est pour en contester le caractère nodal de ces journées dans l'émergence d'un esprit et d'une culture de la contestation tout au moins. En clair, la mystique du pouvoir a, pour la première fois, été balayée et déboulonnée le 5 octobre. Hélas, l'histoire avec ses terribles coups d'accélérateur fera beaucoup dans notre amnésie générale.

Les forfaits du terrorisme islamique et l'insoutenable tension pour survivre au cœur d'une quasi-guerre civile ont fini par reléguer leur souvenir dans les lointaines cases de l'évocation. Vaguement, il en sera question et approximativement ou en re-décrira les faits.

Evoqué selon les prismes doctrinaux de chacun, il a fini par tomber dans une sorte de désuétude référentielle comme si l'on avait à traiter d'une trop lointaine insurrection tout juste intéressante pour les thésards en histoire. Car, après les écrits factuels publiés à chaud et, plus tard (1998 et

2008), les tentatives intellectuelles de donner du sens à ce tsunami politique — grâce d'ailleurs aux travaux réalisés sur la base de témoignages sérieux et analyses — la chape de plomb s'est chaque fois refermée après les célébrations.

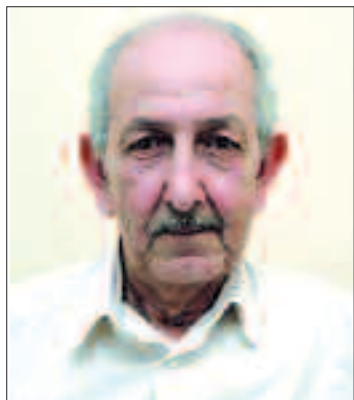
A bon escient, de leur point de vue, les officines de la décision ont chaque fois estimé que ce 5 Octobre était une redoutable boîte de Pandore. Là où est enfoui le pire de la «raison d'Etat» notamment. Celle qui justement a mis en colère la rue algéroise.

Il posa par conséquent, très tôt (dès 1991) le problème de la récupération politique pour au moins une raison : celle des obédiences revendiquant chacune pour soi une forme de tutorat actif quand dans les faits elles n'ont fait que l'accompagner «filialement».

A sa suite en d'autres termes.

Son occultation du débat comme le souhaitaient les appareils ne tire-t-elle pas son explication de la volonté de réinsertion dans les nouvelles règles constitutionnelles (1996 et 2008) qui étaient destinées à réactiver le modèle d'avant-88. Pour bon nombre de personnalités et de relais, l'impasse sur octobre 1988 était la contre-partie du réalisme, afin «d'aller de l'avant», disait-on, avec une naïve satisfaction pour certains et un cynisme froid pour d'autres.

La reconstruction du système et de son «esprit»



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

s'était patiemment imposée grâce à des agrégats idéologiquement différenciés mais néanmoins solidaires dans le partage de la rente renouvelée.

Que l'on soit appareil impliqué dans la gestion des affaires de l'Etat ou chapel-pantouflant confortablement dans l'opposition légale, le bénéfice est identique. Sauf que, plus de vingt ans après ce premier coup d'arrêt, la mécanique, qui en avait broyé alors l'espérance, se grippe à son tour.

De toutes parts, le pays voit sourdre le mécontentement alors que la nomenklatura observe avec apathie le phénomène.

Mais enfin comment peut-elle ignorer que cette grogne s'adresse à toute sa composante ? Aussi bien celle qui applaudit que celle qui feint l'indignation dans les reposantes buvettes du Parlement.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Lettre aux marchands de peste verte !

Cuba. Un pays frère...

... dans tous les sens du terme

Ça tombe bien ! Surtout en ce moment. Surtout ces derniers jours. Une période particulière où les camélots du pardon total ont été lâchés dans la nature pour nous vendre la marchandise de leurs maîtres, l'amnistie générale. A ces démarcheurs de l'oubli, à ces vendeurs à la criée de l'amnésie amnistiant, à ces rabatteurs armés d'éponges magiques et d'une bonne dose d'indignité assumée, à ces barbiers qui essayent leurs rasoirs sur les joues des orphelins, je voudrais proposer à lire et peut-être à relire ce texte. Une lettre rendue publique par les confrères d'*El-Watan* dans leur espace des lecteurs ce jeudi. Bien sûr que cette missive d'une veuve de gendarme ne rendra pas moins hyperactifs les marchands d'algues vertes toxiques, mais ils ne pourront pas dire qu'elle n'aura pas été mise sous leur nez. Un nez, paraît-il, frémissant dès qu'il s'agit de droits de l'Homme : «Je suis veuve du défunt adjudant Djenane Mohamed matricule 1974.09.00.345 affecté à la compagnie motocycliste d'Alger-El-Harrach. Il a été kidnappé le 25 juillet 1994 par un groupe terroriste, puis assassiné. Son corps n'a jamais été retrouvé, ainsi que le véhicule à bord duquel il se trouvait. Nous occupons un logement de fonction à la cité

du 8-Mai-1945 à Bab-Ezzouar, et ce jusqu'à ce jour. Mon défunt époux m'a laissé 4 enfants à charge dont une fille âgée actuellement de 20 ans, handicapée moteur à 60 %. Suite à cette perte tragique de mon conjoint et au stress que j'ai enduré, j'ai attrapé une maladie chronique, même mes enfants sont toujours traumatisés et n'arrivent plus à trouver un minimum de stabilité. Malgré toutes ces circonstances malheureuses, le 7 mars 2009, les gendarmes de Bab-Ezzouar se sont présentés à mon domicile pour me sommer d'évacuer le logement. Le 20 août 2009, à la veille du Ramadan et sans aucun respect pour ma famille, les services de la Sonelgaz sont venus et ont procédé à l'enlèvement des compteurs d'électricité et de gaz. Cette situation perdure jusqu'à l'heure actuelle. Je suis la veuve d'un ex-gradé de la Gendarmerie nationale ayant servi durant 20 ans dans ce corps avant d'être assassiné. Je tiens à préciser que je ne possède aucun bien immobilier ou terrain à construire à travers le territoire national.»

Voilà le texte de cette veuve tel que publié. Tel que rendu public. Désolé, mais je n'ai rien à rajouter à ça. Ou peut-être si. Juste ceci : je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com